

L'assistance technique de la Banque Mondiale

A set of five horizontal lines in yellow, blue, orange, purple, and red, spanning the width of the slide.

Séminaire International “Le rôle de la Banque Mondiale et du FMI dans
les pays arabes en transition”
Tunis, 1er Décembre, 2014
Tunis, 1 – 2 Decembre, 2014

Andrés Pizarro

Table de matières

Définition de l'assistance technique

Types d'assistance technique

Financement de l'assistance technique

Quelques exemples

Définition de l'assistance technique

L'assistance technique est le transfère, adaptation, mobilisation, et utilisation des services, méthodes connaissances, technologie, et ingénierie nécessaires à la construction de la capacité nationale sur un base soutenable (OP8.40)

La Banque finance l'AT à ces clients pour:

- a) assurer la bonne conception, préparation et mise en œuvre de prêts
- b) réaliser les travaux analytiques sur lesquels baser des réformes ou le développement des politiques sectorielles
- c) renforcer leur capacité humaine et institutionnelle pour la réforme et le développement soutenable.

Objectifs de l'Assistance technique (selon la BM – OP8.40)

La Banque utilise sa recherche, travaux sur les secteurs de « policy » (policy sector), ces travaux sur les pays (country sector), économiques (economic sector work – ESW), et ses analyses sectorielles (sector work), pour:

La Banque finance l'AT à ces clients pour:

- a) promouvoir le dialogue avec les gouvernements pour la création d'une agenda de reformes qui puisse etre aide par des interventions d'AT, et
- b) aide aux clients à la definition et contenu des AT. La Banque ne fourni pas d' AT si le client n'est pas engagé par les objectfs de l'AT

Objectifs de l'Assistance technique (selon la BM – OP8.40)

La Banque utilise sa recherche, travaux sur les secteurs de « policy » (policy sector), ces travaux sur les pays (country sector), économiques (economic sector work – ESW), et ses analyses sectorielles (sector work), pour:

La Banque finance l'AT à ces clients pour:

- a) promouvoir le dialogue avec les gouvernements pour la création d'une agenda de reformes qui puisse être aidé par des interventions d'AT, et
- b) aide aux clients à la définition et contenu des AT. La Banque ne fournit pas d'AT si le client n'est pas engagé par les objectifs de l'AT

Etudes sur des thèmes de politiques publiques (Policy Sector Work)

Assez importants, souvent réalisés par des équipes autour du Economiste en Chef

En général sont sur des politiques publiques et non attachés à un région ou pays.

Exemples: position papers, politique de la BM en matière des transports urbains

- En 1986, politique de la BM en matière des transports urbains; “Urban Transport: World Bank Policy Study”; proposait la totale dérégulation des services de transports urbains dans les villes en développement. Recommandait ne pas financer des métros lourds, et le retrait totale de l’Etat de l’opération des services. Les transports devenait un marché comme n’importe lequel, et non plus un service public.

- “Cities on the Move” (2002) – revoit la position de 1986, et admet un niveau de régulation au vu de croissantes externalités (contamination de l’air, congestion etc)

Le paroxysme est le Consensus de Washington, même si ce n’est pas le résultat d’une étude particulières, ce sont des recommandations de politiques macro-économiques pour tous (one-fit-all)

Études sur des thèmes pays (Country Sector Work)

Ces études ont pour objectif des analyses de particularités des pays et des questions administratives et institutionnelles pouvant affecter la mise en oeuvre des prêts

Pour la mise en œuvre de prêts:

- Country Procurement Reviews
- Country Financial and Administrative Reviews
- Country Environmental and Social Framework reviews

Analyses pays:

- Études des dépenses publiques (PER) – seules certaines dépenses sont analysées
- Poverty and Social Impact Analysis (PSIA) – condition pour des prêts dans quelques cas

Études sur des thèmes de politiques sectorielles (Economic Sector Work – Sector reports)

Ces études ont pour objectif les analyses sectorielles par pays, pour mieux élaborer les stratégies (Country Partnership Strategy, CPS) de prêts dans chaque pays, ou bien justifier un prêt sectoriel

Pour les CPS:

- Notes de policy par secteur (Policy Notes)
- Development Policy Reviews par secteur
- Country sector assessments

Pour les analyses sectorielles

- DPR, Sector Assessments
- Recent Economic Developments in Infrastructure (REDI)
- Etudes spécifiques: exemples: Railway Efficiency Study for Uruguay, Logistique en Argentine: Diagnostic et recommandations

Études de préparation des prêts

Ces études ont pour objectif contribuer a la production des évaluations obligatoires pour la présentation d'un prêt. Ils incluent:

- Évaluations économiques
- Évaluations environnementales
- Évaluations d'impact sociaux
- Évaluations financières
- Plans de relocalisation et d'expropriation (Resettlement Plans)

Ou même du design de composantes du prêt:

- Études de faisabilité technique
- Designs d'ingénierie, par exemple

Financement de l'assistance technique

1 – Payés par les pays

Dans la plupart des cas, les AT sont payés par les pays dans le cadre de l'enveloppe des prêts accordés avec les pays (CPS)

C'est dans le CPS, que pour chaque pays une liste de prêts est accordée, ainsi qu'une liste d'études. Les études de type administrative sont réalisés avec des écart de temps, même sont imposés pour voir l'acceptabilité des systèmes pays (procurement, financiers, administratives, environnementaux etc). Dans tous les cas, les « systèmes » de la BM sont imposés.

Souvent des ESW ou sectorielles sont accordées. Celles-ci, sont plus difficilement imposables, mais usuellement acceptés par les pays.

Des études sectorielles sont parfois demandée par les pays ou accordées par secteur.

Financement de l'assistance technique

2 – Payés par la BM

Par le biais de Trust-Funds, la BM dispose de fonds non remboursables quelle peut dédier à des AT. Dans la plupart des cas, ses aides son attachés a des conditions, sectorielles ou bien par activité. Il y a des fonds qui peuvent être dédier a la préparation de prêts (PHRD grant)

Ses fonds son suffisants pour effectuer des études courtes sectorielles. Ils viennent de la coopération bilatérale avec des préférences sectorielles: exemples; fonds Espagnol pour la infrastructure, fonds japonais pour les pays de bas revenus ou de fort présence japonaise.

Les Task Managers sont alloués des fonds pour realiser quelques uns des ces études, ce sont ceux liés à la stratégie pays liée au CPS.

Consultants qui réalisent les AT

Dans tous les cas, les appels d'offres pour engager les consultants qui effectuent les AT, sont réalisés para les règles de la BM

S'il s'agit de fonds gérés para la BM, c'est l'équipe de la BM qui réalise l'AO, la sélection du consultant

S'il s'agit de fonds gérés para le pays, c'est l'équipe du pays qui réalise l'AO, la sélection du consultant, suivant les règles BM

Dans les règles BM, il n'y a pas de préférence pour les consultants nationaux, et il ya un fort biais pour les consultants étrangers. Au delà d'un certain seuil, seul 2 entreprises pour pays peuvent être sélectionnés dans la liste courte de 6 entreprises pour la sélection.

Quelques exemples

Étude de dépenses publiques: Les secteurs militaire, police et justice, ne sont pas considérés les recommandations sont toujours la diminution des dépenses sociales: le cas du Panama – diminution des dépenses en éducation basé sur des indicateurs de comparaison alors qu’il n’y avait pas de déficit. Pas de considération des gaspillage, et probablement « fraude » dans les PPP

Notes de politiques (policy notes): Pour déterminer le contenu du CPA (stratégie pays) s’il n’y a pas accord la BM ne finance pas le secteur.

Politiques sectorielles: Pas de financement du secteur transport en Argentine à cause des subventions; pas de financement au secteur de l’eau en Uruguay car le pays refusait la privatisation; recommandation de privatisation et PPP même après des échecs et sans considérer la taille du marché

Merci!

apizarro@cetramm.org